

Termes de référence pour une consultance

Avocats Sans Frontières – Tunisie

Projet VIH et DH

TERMES DE RÉFÉRENCE	
Consortium de Consultant.e.s nationaux ou un cabinet de consulting – Avocats Sans Frontières – Tunisie	
Avocats Sans Frontières recrute Consortium de Consultant.e.s ou cabinet de consulting pour le développement d'une étude d'évaluation de la prise en charge socio-sanitaire et juridique pour les usager.e.s de drogues injectables UDI et les travailleur.se.s du sexe TS dans le cadre du projet VIH et Droits Humains « Améliorer l'accès aux services de prévention et de traitement ainsi que les droits humains des populations clés en Tunisie »	
Objectif de la consultance	Elaborer, en collaboration avec les partenaires du projet une étude d'évaluation de la prise en charge socio-sanitaire et juridique pour les usager.e.s de drogues injectables et les travailleur.se.s du sexe dans le cadre du projet VIH et Droits Humains
Disponibilité	Grand Tunis avec des déplacements aux gouvernorats d'intervention : Sfax, Sousse, Monastir, Gafsa et Nabeul peuvent être requis
Dates estimées de la mission	Du 15 Août au 15 Novembre
Contact ASF	aderbali@asf.be
Date de clôture des candidatures	08/08/2023

Présentation de l'organisation

Créée en 1992, Avocats Sans Frontières (ASF) est une organisation non gouvernementale internationale de droit belge, qui a pour mission de soutenir la réalisation d'une société juste et équitable et dans laquelle le droit est au service des groupes et des populations en situation de vulnérabilité. Son objectif principal est de contribuer à la mise en place d'institutions et de mécanismes permettant l'accès à une justice indépendante et impartiale, capable d'assurer la sécurité juridique et de garantir la protection et l'effectivité des droits fondamentaux pour tous. Elle met en place des activités très diverses pour garantir l'accès à la justice des plus vulnérables et la mise en place de systèmes légaux capables de les protéger.

ASF est engagée sur plusieurs axes d'intervention (accès à la justice, justice pénale internationale, lutte contre la torture, promotion des droits économiques et sociaux, défense des droits civils et politiques, soutien et protection des défenseurs des droits humains, etc.) et dispose de missions permanentes en Ouganda, en République Démocratique du Congo, au Maroc, en Tunisie et en République centrafricaine.

Présentation d'ASF en Tunisie

Active en Tunisie depuis février 2012, ASF vise à renforcer les acteurs de la société civile travaillant dans le secteur de l'aide légale, de la justice transitionnelle et de la mise en place des réformes, afin de les aider à améliorer la qualité de leurs services et l'efficacité de leur action, et pour participer aux réformes de la justice entamée en Tunisie. C'est dans ce contexte que travaille actuellement la mission d'Avocats Sans Frontières en Tunisie, par la mise en œuvre de plusieurs projets en partenariat avec des acteurs tunisiens (ONG de droits humains et professionnels du droit) : il s'agit à la fois de les accompagner dans la réforme de la justice, dans la promotion et la défense des droits humains, dans la protection des acquis constitutionnels et dans la création de services d'aide légale accessibles et de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Présentation du contexte et du projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme en partenariat avec l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP en partenariat avec des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de prévention et lutte contre le VIH/ Sida en Tunisie.

Le projet cible tout particulièrement les personnes atteintes ou exposées au VIH notamment en leur facilitant l'accès aux services d'aide juridique, mais également à travers l'animation de réunions de sensibilisation des populations clés sur le volet des droits humains, et l'organisation des sessions de formation pour le personnel de santé, les avocats, les magistrats, les ONG et les agents communautaires.

La facilitation de l'accès aux services d'aide légale adaptés aux besoins des groupes répond à l'une des missions majeures d'ASF en Tunisie : permettre aux groupes les plus vulnérables de la population, d'accéder à la justice, tout en identifiant, sur la base des données collectées via le mécanisme d'aide légale mis en place, les axes stratégiques de plaidoyer afin d'optimiser l'accès à ces services et d'améliorer leur qualité, qu'ils soient de nature institutionnelle ou organisationnelle.

Ainsi, et dans le cadre de cet objectif, ASF cherche à recruter un consortium de consultant.es ou un cabinet de consulting pour l'élaboration de ces deux études d'évaluation.

Objet de la consultation

Objectif général

Elaborer, en collaboration avec les partenaires du projet deux études d'évaluation de la prise en charge socio-sanitaire et juridique gouvernementale et non gouvernementale pour les usager.e.s de drogues injectables et les travailleur.se.s du sexe en Tunisie .

Objectifs spécifiques

Les consultant.es travailleront en collaboration avec les partenaires du projet et tout autre acteur qu'ils/elles estiment pertinent à la bonne conduite de cette mission.

L'objectif de la consultance est d'évaluer le mécanisme de la prise en charge socio-sanitaire et juridique gouvernementale et non gouvernementale des UDI et TS en Tunisie dans le cadre du projet VIH et DH pour l'année 2023.

Ces deux études d'évaluation tiendront compte notamment de :

Le contexte général :

Procéder à l'évaluation à la lumière du contexte général du pays (politique, sanitaire, socio-économique), des questions liées au fonctionnement de la justice en Tunisie, de l'étendue de l'accès aux droits socio-économiques ainsi que de l'évolution de ce contexte pour les UDI et TS.

Critères d'évaluation (à enrichir par les experts) :

Analyser le dispositif de prise en charge socio-sanitaire et juridique du public cible en fonction de l'efficacité, de la pertinence et de l'impact de la réponse qu'il fournit, ainsi que de la pertinence et de la cohérence des acteurs qui le composent;

Leçons apprises, bonnes pratiques et recommandations :

Tirer les leçons et les bonnes pratiques en vue de l'élaboration de la nouvelle subvention 2024-2026

Formuler des recommandations en vue d'optimiser la prise en charge afin qu'elle réponde au mieux aux besoins du public cible.

Méthodologie :

Le consortium des consultant.es ou le cabinet de consulting devra proposer une méthodologie dûment élaborée à la mission d'ASF en Tunisie avant le début de la mission.

Les deux études d'évaluation seront basées sur une analyse des documents pertinents d'une part, et sur la collecte de données sur le terrain à partir d'entretiens et de réunions avec les différents acteurs intervenants à différents niveaux de a PEC ainsi qu'à partir des focus group organisés avec le public cible à savoir les UDI et TS .

Les consultant.es peuvent proposer les modalités de collecte et de recueil de données qui leur semblent pertinentes.

La méthodologie devra être validée par l'équipe du projet ASF avant le lancement de l'évaluation.

Livrables :

Avant le démarrage de la mission:

La note méthodologique, élaborée sur la base des TdRs de la consultation et en concertation avec l'équipe du projet ainsi qu'un chronogramme de mise œuvre par étude d'évaluation.

Durant la mission :

Deux rapports intermédiaires de progrès des études.

Après la mission :

- Rapport de l'étude d'évaluation de la PEC socio-sanitaire et juridique gouvernementale et non gouvernementale des UDI en Tunisie
- Rapport de l'étude d'évaluation de la PEC socio-sanitaire et juridique gouvernementale et non gouvernementale des TS en Tunisie

Organisation de la mission

- Réunion de débriefing entre l'équipe du projet chez ASF et les consultant.e.s
- Les consultant.es proposeront une note méthodologique et un chronogramme de mise en oeuvre ;
- Après la validation de la note méthodologique et du chronogramme, les consultant.es réaliseront les propositions validées.
- ASF valide le contenu final et peut à tout moment demander des ajustements correctifs ;
- Livraison de la version finale validée.

Profils, compétences et qualifications requises :

Un consultant national en santé publique

- Médecin expert.e en santé publique / médecine préventive
- Expérience dans le développement des études, des guides et des enquêtes ;
- Maîtrise de la riposte nationale au VIH / Sida
- Maîtrise de l'approche basée sur le genre et les droits humains.
- Maîtrise des langues Arabe et Française.

Un consultant national en droits humains

- Universitaire en droit / droits humains
- Expérience dans le développement des guides , des études et des revues juridiques.
- Maîtrise de l'approche basée sur le genre et les droits humains.
- Maîtrise de la riposte nationale au VIH / Sida
- Maîtrise des langues Arabe et Française.

Un consultant national en sociologie / anthropologie

- Expert en sociologie ou en anthropologie
- Expérience dans le domaine des comportements des personnes en situation de vulnérabilité.
- Connaissance de la riposte nationale au VIH / Sida en Tunisie
- Maîtrise des langues Arabe et Française.



Comment postuler ?

Merci d'envoyer les documents suivants :

- Une note méthodologique et un chronogramme de mise œuvre par étude d'évaluation
- CVs des consultant.es
- Une proposition financière.

NB: Les candidatures en groupe, à travers un consortium de consultant.es ou un cabinet de consultance seront privilégiées.

Pour postuler : envoyer les documents demandés au plus tard le 08 Août 2023 par mail aux adresses suivantes : consultances@asf.be et aderbali@asf.be en précisant comme objet « études d'évaluation de la PEC des UDI et TS »